

LETTRE AUX DIRIGEANTS
du
FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
et de la
BANQUE MONDIALE

2000 BONNES RAISONS...

DE CHANGER DE CAP !

MARCHE MONDIALE DES FEMMES EN L'AN 2000

OCTOBRE 2000

**POUR LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONALE ET LA BANQUE MONDIALE....
2000 BONNES RAISONS DE CHANGER DE CAP !**

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION	3
1.1. Qui sommes-nous ?	
1.2. Agir sur les causes structurelles de la pauvreté et des violences	
1.3. Un seul message pour vos deux institutions	
1.4. L'objet de notre rencontre	
2. LES GRANDES ORIENTATIONS POLITIQUES ET ECONOMIQUES DE VOS INSTITUTIONS: PARMI LES SOURCES DU DESORDRE DU MONDE ET DES OBSTACLES POUR LES FEMMES	5
2.1. La dérive troublante des systèmes internationaux dits de « protection »	
2.2. La foi dans le capitalisme néolibéral	
2.3. Le maintien du pouvoir politique des plus riches	
2.4. La poursuite de deux objectifs contradictoires en même temps	
2.5. La politique du « ciblage » : version séculaire de la charité	
2.6. Nouveau discours, vieille pratique	
2.7. Une nouvelle forme de colonialisme	
3. LES FEMMES SERAIENT LES GRANDES « GAGNANTES » DE LA MONDIALISATION ?	10
4. PRISE EN COMPTE DE L'ANALYSE DIFFERENCIEE SELON LES SEXES ?	12
5. LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE : ILLEGITIME	14
5.1. Qui doit quoi et à qui ?	
5.2. Rien n'est réglé	
5.3. Une condition pour s'attaquer résolument au problème de la pauvreté	
6. IMPACT DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL SUR LES FEMMES	16
6.1. Féminisation de la pauvreté, de la maladie, précarisation de l'emploi: l'exemple de l'Egypte	
6.2. Restriction de l'accès à la terre et aux cultures locales: l'exemple de l'Ouganda et de l'Inde	
6.3. Autres exemples: Pérou, Zimbabwe, Zambie	
7. CE QUE NOUS VOULONS	20
7.1. Un changement de cap	
7.2. Nos revendications immédiates	
-Transparence et imputabilité	
-Intégration de l'analyse différenciée selon les sexes dans les politiques et programmes	
-Augmentation des ressources financières pour les femmes	
-Annulation de la dette des pays en développement en tenant compte des principes de responsabilité, de transparence de l'information et d'imputabilité	
- Fin des programmes d'ajustement structurel et de leurs clones	

1. INTRODUCTION

Messieurs les « décideurs. Comme vous le dites *on assiste au resserrement de la planète et à la mondialisation d'une économie en pleine mutation* (BM, site internet). Mais nous ne sommes pas situées à la même place que vous dans ce monde qui est pourtant tout autant le nôtre. Nous sommes en effet celles qui ont à payer le prix fort de la mondialisation actuelle et subissent vos politiques. Certes, nous ne sommes pas toutes des expertes du FMI et de la BM; mais nous sommes toutes, de l'Est à l'Ouest et du Nord au Sud, des expertes du « mal développement », des « scientifiques » de l'envers de la croissance et d'une mondialisation dont nous, nos enfants, nos familles, nos communautés, la planète entière subissent chaque jour les chocs, les effets pervers, bref ce qu'on appelle la « souffrance ajoutée ».

C'est pour dénoncer cette réalité que nous avons demandé à vous rencontrer, pour vous faire part de nos revendications et annoncer clairement, directement et sans intermédiaire notre détermination à faire changer les choses par la force de notre mobilisation.. Et nous ne sommes venues seules ! Depuis déjà plusieurs années un vaste mouvement de femmes a pris forme à travers le monde aux côtés de l'ensemble des mouvements sociaux, syndicats, ONG, organismes de coopération internationale, associations de la société civile qui contestent le désordre actuel du monde, qui refusent de vivre dans des sociétés dominées par la seule loi du « tout aux marchés » et par une autre « loi » tout aussi importante pour les femmes, celle du patriarcat et qui proposent des actions et des mesures concrètes pour que l'humanité puisse vivre dans la paix, la justice et la solidarité.

1.1. Qui sommes-nous ?

Nous sommes des femmes de la base, de toutes origines, de toutes nationalités, de toutes orientations (politique, culturelle, sexuelle, etc.) mais qui partagent deux conditions communes: la pauvreté et la violence, ces deux plaies qui font la honte de toutes les civilisations, cultures, régimes politiques et du système économique dominant en ce début d'un nouveau millénaire. Nous formons la Marche mondiale des Femmes 2000, un mouvement autonome de femmes constitués de groupes de femmes, de syndicats et de mouvements sociaux n'ayant aucun lien avec les gouvernements. Cette Marche est une initiative de la Fédération des femmes du Québec. Mais elle a vite recueilli l'adhésion et suscité la mobilisation de milliers de femmes à travers le monde. Au moment où nous nous rencontrons, plus de 6000 groupes dans 159 pays et territoires participent à cette action à la fois dans leur pays, dans leur région et au niveau international.

La Marche mondiale, c'est une action de citoyenneté de milliers de femmes qui:

- *dénoncent* la pauvreté et toutes les violences faites aux femmes;
- *exigent* de vrais changements: le partage équitable de la richesse, le respect de l'intégrité physique et mentale des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes;
- *interpellent* les décideurs politiques à tous les niveaux pour obtenir, non plus des « belles paroles », mais des actions précises...maintenant !.

1.2. Agir sur les causes structurelles de la pauvreté et des violences

Dénoncer la pauvreté et les violences, leur ampleur, leurs conséquences humaines, politiques et économiques. Soit ! Mais nous sommes surtout déterminées à agir sur les causes structurelles, macro-politiques et macro-économiques, de ces phénomènes. Pour nous, le monde actuel et la situation des femmes en particulier s'expliquent par la force conjuguée de deux phénomènes mondiaux:

- la domination d'un système économique unique à la grandeur de la planète: le capitalisme néolibéral, ce système unique, dominant, régi par la compétitivité absolue et axé sur la privatisation, la libéralisation, la dérèglementation; soumis à la seule loi du « tout aux marchés », où la pleine jouissance des droits humains fondamentaux est subordonnée à la liberté économique ce qui provoque des exclusions intolérables pour les personnes et dangereuses pour la paix dans le monde et pour l'avenir de la planète.

- la perpétuation d'un système social, politique et économique dominant envers les femmes: le patriarcat. ce système qui ne date pas du XXe siècle bien sûr mais qui s'est consolidé depuis des millénaires selon des intensités variables et des cultures différentes. Ce système de valeur, de règles, de normes, de politiques est basé sur la prétention qu'il existerait une infériorité naturelle des femmes en tant qu'êtres humains et sur la hiérarchisation des rôles attribués dans nos sociétés aux femmes et aux hommes. Ce système consacre le pouvoir masculin, engendre violences et exclusions et imprime à la mondialisation actuelle une orientation nettement sexiste.

Ces deux forces historiques se nourrissent l'une l'autre et se renforcent mutuellement pour maintenir la très grande majorité des femmes dans une infériorisation culturelle, une dévalorisation sociale, une marginalisation économique, une « invisibilisation » de leur existence et de leur travail, une marchandisation de leur corps, toutes situations qui dans de nombreux pays s'apparentent à un véritable « apartheid ». Ces deux forces alimentent les intégrismes, les fondamentalismes et les conservatismes de tout acabit

1.4. Un seul message pour vos deux institutions

Nous avons décidé de nous adresser en même temps et avec le même message à vos deux institutions. Non pas que nous ignorions les différences d'objectifs, de fonctions et de structures de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Mais nous pensons que vos deux institutions, jumelles par la naissance, les orientations et les structures décisionnelles,

forment comme un vieux couple dont les conjoints ont certes leurs différences mais qui marchent main dans la main depuis toujours.

Vous fonctionnez en vase clos à l'abri du regard et de la critique des citoyen-ennes. Vous appartenez au même univers politique, économique et culturel, celui du capitalisme néolibéral « pur et dur ». Vous êtes aux mains des mêmes pays et dirigeants des nations les plus riches de la planète. : votre fonctionnement basé sur le système des quote-parts en est la preuve. Vous vous consultez régulièrement avant d'approuver des prêts. Enfin votre « nouvelle orientation » *le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté* exige un partenariat encore plus soutenu entre vos deux institutions. Vous êtes deux institutions ayant la même orientation politique et économique.

1.5. L'objet de notre rencontre

Nous voulons vous parler plus spécifiquement:

- **des fondements de vos grandes orientations politiques et économiques qui, selon nous, contribuent au désordre actuel du monde et constituent des obstacles à l'épanouissement des femmes et à l'exercice de leurs droits fondamentaux. Nous sommes particulièrement frappées de l'obsession avec laquelle vous poussez les pays à intégrer l'économie de marché, capitaliste, néolibérale et sexiste ne laissant place à aucune diversité ni pluralisme dans les modèles de croissance et de développement.**
- **de la dette extérieure publique des pays en développement que nous considérons illégitime et dont l'annulation urgente constitue une des conditions pour s'attaquer résolument au problème de la pauvreté;**
- **des programmes d'ajustements structurels dont les effets sont dramatiques pour des générations de femmes depuis les années 80 en particulier;**
- **de l'analyse différenciée selon les sexes dont la prise en compte par le FMI en particulier et la BM demeure très problématique, plus spécifiquement en ce qui concerne le niveau macroéconomique.**

Sur chacun de ces points, la Marche mondiale propose des changements de cap importants Ces propositions constituent la dernière partie de notre lettre, celle sur laquelle nous insisterons lors de notre rencontre.

2. LES GRANDES ORIENTATIONS POLITIQUES ET ECONOMIQUES DE VOS INSTITUTIONS: DES SOURCES DU DESORDRE DU MONDE ET DES OBSTACLES POUR LES FEMMES

2.1 La dérive troublante des systèmes internationaux dits « de protection »

Après la deuxième guerre mondiale, après les camps de concentration, après les décolonisations, après même la chute du mur de Berlin, nous avons un moment espéré que la communauté internationale, à travers l'ONU, en arrive à mettre un terme définitif aux guerres, aux occupations, aux tortures, à toutes les formes de violences envers les femmes. Après les multiples crises financières du dernier siècle: de la grande Dépression des années 20 à la crise asiatique en passant par celle du Mexique et du Brésil (pour ne mentionner que celles-là), nous avons souvent rêvé que soit mis fin à la rapacité des prédateurs mondialisés qui sévissent avec l'impunité des dictateurs. Nous avons déchanté...!

Force nous est de constater que, malgré ses programmes d'aide et de développement -et ce n'est pas rien- qui ont permis d'éviter des catastrophes, l'ONU s'est vue empêchée d'exercer pleinement son mandat de prévention et de règlement des conflits, de protection des droits humains fondamentaux et donc de pouvoir contrer et éliminer l'écart croissant entre pays et entre citoyennes et citoyens, entre riches et pauvres, entre les femmes et les hommes. Pendant ce temps, les pouvoirs économiques libérés de toute contrainte se comportent en véritable « seigneurs de guerre » comme si le monde était leur arrière-cour privée...

Et que font vos institutions ? Elles jouent un rôle de premier plan dans la direction actuelle du monde.. Disposant d'un pouvoir plus grand que l'ONU elle-même dans le domaine économique, elles instaurent partout des politiques néolibérales, principales sources de la croissance des inégalités. Loin de contrer le rouleau compresseur de la mondialisation sauvage actuelle, elles s'en font les complices et les porte-étendards. Elles contribuent à l'appauvrissement de milliards de personnes et particulièrement des femmes. C'est pourquoi, vous nous permettez d'entretenir à tout le moins un doute chronique, profond, systématique envers un « nouveau » discours de plus en plus « politically correct » contredit régulièrement par des politiques « economically incorrect ».

2.2. La foi dans le capitalisme néolibéral

Ce qui prime dans les orientations fondamentales du FMI et de la BM, c'est une croyance quasi religieuse dans la supériorité du capitalisme et du marché néolibéral ou du libre commerce comme seule voie possible de croissance et de développement, comme unique direction à la mondialisation. C'est à partir de ce postulat que toutes vos politiques sont orientées: libéralisation sans contrainte, privatisation et dérèglementation systématiques. Cette croyance vous permet d'affirmer que la libéralisation des marchés engendre automatiquement de la démocratie et des chances égales pour tous et toutes, reprenant en cela le pronostic du dernier directeur du GATT en avril 94 à Marrakech pour lequel, dans le processus de mondialisation (...) *Il n'y aura que des gagnants et pas de perdants.*

Et pourtant... vous le savez, le capitalisme néolibéral est loin d'avoir rempli ses « promesses ». Copenhague+5 vient de nous rappeler que les engagements des Etats et de la communauté

internationale à réduire la pauvreté n'ont pas été tenus non plus: l'écrasante majorité de l'humanité vit toujours dans la pauvreté, surtout les femmes et les enfants; et pour les femmes, les écarts sont encore plus considérables: elles représentent la moitié de la population mondiale et fournissent les 2/3 des heures de travail. Mais elles ne gagnent que le 1/10 du revenu mondial et possèdent moins de 1/100 de la fortune mondiale

2.3 Le maintien du pouvoir politique des plus riches

Le système économique dominant repose sur un système politique lui aussi dominant: la « démocratie libérale » dont le fonctionnement à l'échelle internationale consacre la concentration du pouvoir politique dans les mains d'un petit nombre de pays riches et, au niveau national, dans les mains d'une minorité de citoyens et citoyennes nanti-es. Cette « démocratie » non seulement tolère mais engendre de nombreux clivages (de classe, ethniques, sociaux, etc.) qui mettent la communauté internationale en péril. Cette « démocratie » a aussi comme caractéristique d'exclure massivement les femmes des lieux de pouvoir.

Vos institutions reposent sur ce pouvoir politique hégémonique des plus riches et vos politiques d'intervention, nous les qualifions d'antidémocratiques: imposition unilatérale de conditionnalités aux pays en voie de développement, intervention dans les politiques intérieures de ces pays, alliances avec des gouvernements corrompus, utilisation des faiblesses structurelles des Etats pour leur imposer la logique du marché néolibéral, résistances à consolider financièrement la société civile malgré un discours qui en fait la promotion, etc.

Ce « modèle » démocratique est en contradiction avec les idéaux mêmes de démocratie que nous portons basée sur la participation, sur le respect des droits humains fondamentaux, sur le juste partage des richesses de l'humanité et sur l'égalité entre les femmes et les hommes.

2.4. La poursuite de deux objectifs contradictoires en même temps

Vous prétendez tout à la fois lutter contre la pauvreté et favoriser l'économie de marché capitaliste et néolibérale. Le FMI veut *faire de la promotion de la libéralisation des mouvements de capitaux l'un de ses objectifs*. (FMI site internet) La Banque mondiale affirme de son côté que *le secteur privé est le moteur de la croissance à long terme* et veut donc aider les pays à créer un climat *porteur pour les entreprises* et qui « *stimule l'efficacité et la concurrence* », qui *attire les capitaux privés étrangers* »: pour cela, il faudra des politiques musclées axées entre autres sur la résorption des déficits budgétaires, la privatisation des entreprises publiques, la protection des droits de propriété, etc. Ces politiques sont sensées permettre *le renforcement de la capacité de l'Etat ...à assurer des services de qualité et efficaces* ! (BM, site internet)

Nous affirmons que ces objectifs sont incompatibles et démentis par la réalité. On ne peut faire comme si le système économique que vous prônez ne connaissait pas de ratés, le principal étant qu'on devient maintenant de plus en plus pauvre dans des sociétés de plus en plus riches ! On ne peut faire comme si le marché, laissé à lui-même, produisait automatiquement de l'égalité et de la solidarité.

D'ailleurs, vos institutions éprouvent les plus grandes difficultés avec ce marché dont elles ne parviennent pas à prévoir les soubresauts, ni les mouvements contraires à la théorie classique du libéralisme. Les critiques, venues de l'intérieur même de vos institutions ont été virulentes (Stiglitz, 2000): mauvaises prescriptions macroéconomiques en particulier dans la crise asiatique, promotion inconditionnelle de la libéralisation des mouvements de capitaux faisant silence sur leur rôle (la spéculation et les mouvements non contrôlés de ces capitaux en particulier) dans les crises brésilienne et russe entre autres (BFW, 2000) et dans la mondialisation de la pauvreté (Chossudovsky, 1997)

A la sacralité du marché libre, il nous faut bien opposer la brutalité des faits. Par exemple (...) *Les rapports consacrés par la CNUCED (dont celui sur l'Afrique subsaharienne) démontrent que les pays africains ne tirent aucun profit de plus de dix ans d'ajustements: recul de la consommation des ménages, baisse de la production des producteurs locaux pour le marché intérieur, augmentation de la dépendance alimentaire, accélération de la chute de la valeur des produits exportés par l'Afrique sur le marché mondial, augmentation des charges fiscales pesant sur les populations à faible revenu (CADTM)*

2.5. La politique du « ciblage » : version séculaire de la charité

D'ailleurs vous admettez que cette thérapie de choc n'est pas sans conséquence et la BM (site internet) en particulier dit veiller à *atténuer les chocs auxquels s'exposent la centaine de pays en développement et en transition en entrant de plein pied dans l'économie mondiale*. Vous reconnaissez que les réformes économiques exigées et imposées *peuvent frapper de plein fouet les pauvres et les plus vulnérables* et qu'il importe de mettre en place des programmes *pour protéger les pauvres ou empêcher les plus vulnérables de sombrer dans la pauvreté*. Vous êtes même prêts à reconnaître que l'Etat doit intervenir mais seulement pour combler les faillites du marché

Vos politiques ne frappent pas bien sûr que les plus pauvres mais ils sont devenus l'objet de toutes vos attentions vous permettant ainsi de faire l'économie d'une remise en cause fondamentale de vos orientations politiques et économiques. Puisque l'économie libérale produit quand même quelques « effets indésirables », produisons des programmes pour les plus vulnérables ! C'est la version séculaire de la charité ! D'où les politiques de « ciblage » des plus pauvres. D'où les innombrables programmes de la BM sur lesquels il serait bien difficile de « faire la fine bouche » en particulier pour les femmes pauvres. Mais ces programmes demeurent soumis à votre logique économique (Joanny, 2000) qui interdit désormais toute mesure sociale à vocation universelle; ils renforcent encore, s'il en était besoin, la privatisation de tous les services (santé, éducation, eau, électricité, logement, transport, etc.) et donc

l'exclusion et le refoulement de milliards de personnes, majoritairement les femmes, aux marges de la société.

Les femmes indiennes, parmi d'autres (PNUD,2000) ont d'ailleurs vivement critiqué et dénoncé ces programmes de « ciblage »: non fiabilité des statistiques pour fixer le revenu et les seuils de pauvreté; revenus irréguliers, imprévisibles, flexibles, fluctuant d'une journée à l'autre car provenant principalement du secteur informel; situation tout aussi difficile et précaire économiquement pour les personnes qui sont juste un peu au-dessus du seuil de pauvreté; arbitraire bureaucratique et corruption dans la classification des « plus pauvres », etc. (Women Speak, 2000) sans compter la stigmatisation sociale qui accompagne toute politique sélective et qui tue autant que la faim.

Ce que nous exigeons c'est l'envers du « ciblage » i.e. l'application des droits universels (politiques, économiques, sociaux, culturels) via des législations et des politiques bénéfiques pour toutes et tous.

2.6. Nouveau discours, vieille pratique

Certes, vous reconnaissez vos erreurs...! « *Je crois que nos erreurs viennent du fait que nous avons trop focalisé nos analyses et nos anticipations de crises sur des critères financiers. Il faut aussi prendre en compte la situation sociale d'un pays, le niveau de protection sociale, par exemple, qui permettra d'amortir les chocs. Jusqu'à présent, les débats sont restés confinés aux ministres des finances et aux institutions financières* (Wolfensohn, 1999) . Mais qui paient les coûts de vos « erreurs » de conception et de stratégie ? Qui en subit les conséquences ? Prendre en compte l'impact humain de vos politiques n'est -il pas aussi important que d'en prendre en compte l'impact écologique ?

Certes un nouveau langage, de nouvelles orientations sont apparus au cours des dernières années, la principale étant de faire de la lutte à la pauvreté l'axe principal de vos interventions jumelée au développement durable, à la bonne gouvernance et à la participation de la société civile (WB, 2000) Les études de la BM sur la pauvreté sont impressionnantes (WB, 2000) et les intentions non moins louables. La voix des pauvres pousse en effet le président de la BM à inciter les institutions à repenser leurs stratégies et à aider les pauvres - i.e. plus exactement « les plus pauvres »- dans leurs propres efforts. On croirait entendre une ONG de défense des droits ! Le récent Sommet de Copenhague+5 a été l'occasion pour vos institutions, de concert avec l'ONU et l'OCDE, de réaffirmer que (...) *la pauvreté sous toutes ses formes est le plus important défi auquel doit faire face la communauté internationale* (ONU, BM, FMI, OCDE, 2000)

Vous nous permettez d'entretenir un scepticisme solide face à ce nouveau discours puisque les politiques d'ajustement structurel , rebaptisées *Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté*, demeurent essentiellement les mêmes.

2.7. Une nouvelle forme de colonialisme

Nous affirmons que les politiques du FMI/BM poursuivent en les modernisant et les renforçant les anciennes politiques coloniales et impérialistes. Nous retrouvons avec consternation et rage un air de déjà connu ! Ainsi, de la même manière que l'empire britannique avait tué l'industrie nationale du textile en Inde et dans les pays faisant partie du « Dominium », de même vos politiques continuent de tuer toute industrie locale qui ne cadre pas avec la libéralisation des marchés. On sait que les femmes forment l'essentiel de la main-d'oeuvre bon marché de cette industrie. On ne s'étonnera pas que vos institutions soient perçues comme les « nouveaux colonisateurs » du XXI^e siècle et entraînent une résistance tout aussi farouche que celle des mouvements anti-colonisation de l'époque.

Nous savons aussi que vos institutions pratiquent le « deux poids, deux mesures. » en matière de subventions aux produits agricoles ou aux vivres pour les catégories pauvres de la population: interdit aux pays sous ajustement structurel ...mais toléré pour les pays riches. Même au sein de votre propre idéologie d'ouverture tout azimut des marchés...certains sont plus égaux que d'autres. Le poids des pays les plus riches agit ici encore comme une forme de colonialisme. Et vos institutions financières interviennent auprès des « colonisés » avec la bonne conscience des anciens colonisateurs...et la rectitude des dames patronnesses !

3. LES FEMMES SERAIENT LES GRANDES GAGNANTES DE LA MONDIALISATION ?

Vous nous dites que les femmes sont les grandes "gagnantes" de la mondialisation, qu'elles ont accès à plus d'emplois, que les salaires s'améliorent, que les écarts entre les femmes et les hommes s'amenuisent, qu'elles accèdent à l'autonomie financière et à une meilleure répartition des responsabilités domestiques.

Pourtant l'expérience de milliers de femmes impliquées dans la Marche mondiale et les nombreuses analyses de féministes témoignent du sexisme particulièrement virulent de la mondialisation actuelle i.e. de l'impact spécifique sur les femmes des politiques macro-économiques pratiquées par les transnationales et les marchés financiers, encouragées par les Etats nationaux et soutenues par vos institutions (MMF 2000; CADTM, 1999, WEDO 1995, UNIFEM 1999 Alternatives Sud 1999, etc.)

- la mondialisation est un processus paradoxal: des entreprises florissantes licencient massivement, des femmes accèdent à des emplois mais dans des conditions qui rappellent les débuts de l'industrialisation au XIX^e siècle. Et souvent, si la situation des femmes semble s'améliorer, c'est que celle des hommes s'est détériorée...! *Les Nations Unies ont donc souligné dans leur bilan de 1995 que la croissance économique était certes « une condition nécessaire, mais pas suffisante, pour améliorer la situation des femmes et pour éliminer la*

pauvreté. Grâce à la globalisation et à l'intégration au marché mondial, les « femmes ont pu conquérir plus d'emplois que les hommes, mais elles sont perdantes sur le plan de l'égalité des salaires et de la qualité de l'emploi. (UN, 1995)

- la tendance générale des Etats à réduire leur déficit et les dépenses gouvernementales sous la pression directe des marchés financiers, de vos institutions via les programmes d'ajustement structurel et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) provoque des licenciements massifs dans le secteur public - en santé et en éducation surtout- où les conditions de travail sont en général plus égalitaires que dans le secteur privé et où...les femmes sont majoritaires.

- la privatisation systématique de secteurs aussi sensibles que l'éducation et la santé fait reposer sur les femmes, sur leur travail invisible et non payé, les tâches jadis assumées par l'Etat pour la collectivité. Outre bien sûr la privation de droits aussi fondamentaux, que l'accès à la santé et à l'éducation, reconnus dans les Conventions internationales, on assiste à une véritable substitution de rôles et de responsabilités de l'Etat vers le privé et donc vers les femmes. Cette substitution se traduit une crise de surcharge de travail pour les femmes. On a ainsi estimé qu'en Amérique latine depuis l'instauration des programmes d'ajustement structurel dans les années 80, les femmes travaillent en moyenne une heure de plus par jour, soit l'équivalent d'une journée/semaine, ce qui est énorme ! (MM, 2000)

- les deux tiers des enfants qui ne vont pas à l'école dans le monde sont des filles, les familles donnant la préférence aux garçons quand elles ne disposent que de peu de moyens financiers pour l'éducation des enfants. Et si *l'écart de scolarisation primaire et secondaire entre les sexes diminue, la progression n'est pas assez rapide pour que cette différence soit entièrement éliminée d'ici 2005* (ONU, OCDE, BM, FMI, 2000)

- la mondialisation exacerbe la crise du travail non rémunéré des femmes, dans un contexte où elles sont déjà surchargées. Ce type de travail a bien sûr toujours existé mais ce sont maintenant aussi les institutions internationales comme la Banque mondiale à travers les projet « d'entraide » et d'aide alimentaire qui organisent le travail non rémunéré des femmes et non plus les seuls époux, pères, employeurs ou gouvernements. (Madorin, 2000).

- dans les pays du Sud, la libéralisation de l'économie avec l'ouverture obligée et inconditionnelle des frontières aux produits d'importation en provenance des pays industrialisés (lesquels continuent par ailleurs de pratiquer diverses formes de protectionnisme) a littéralement tué l'agriculture vivrière majoritairement pratiquée par les femmes. En Inde par exemple, cette situation joutée à une inflation des prix des aliments de base et au démantèlement du système public et subventionné de distribution de nourriture met en péril la sécurité alimentaire de millions de personnes. Comme ce sont les femmes qui gèrent le budget de la famille et préparent les aliments, elles mangent moins...parce qu'elles mangent ce qui reste, compte tenu de la distribution des rôles au sein de la famille. Si on ajoute l'augmentation des coûts des médicaments, ceux des services de santé devenus inaccessibles pour une majorité de personnes, on peut affirmer que l'état de santé des femmes indiennes s'est détériorée au cours de la dernière décennie (Moghe, 2000)

- dans plusieurs pays du Sud également (Guillen, Martinez, MM 2000) une majorité de femmes travaillent dans les zones franches où les salaires et les conditions de travail s'apparentent à un véritable esclavage. *En République Dominicaine, les médecins ont relevé que les femmes travaillant dans les zones franches de production font deux fois plus de fausses couches que celles qui ont d'autres activités, deux fois plus d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale, trois fois plus d'enfants atteints de malformations* . (Wichterich, 1999:55) La tendance générale à la dérèglementation, qui n'est rien d'autre qu'une règlementation en faveur des entreprises transnationales, laisse entrevoir que bientôt ce sont des pays entiers qui seront transformés en zones franches.

- la mondialisation provoque des transformations profondes au niveau du travail des femmes de deux façons: d'un côté, par l'augmentation constante du secteur informel où les femmes sont majoritaires. C'est un secteur sans droits et sans voix où même les revendications concernant l'application de normes sociales n'atteignent pas les femmes concernées. De l'autre, par l'introduction dans le secteur formel de pratiques habituellement liées au secteur informel et qualifiées de «modèle féminin» susceptibles d'augmenter la compétitivité des entreprises: flexibilité totale, travail atypique, à temps très partiel et fragmenté, sur appel, à domicile, en sous-traitance, indépendant précaire, clandestin, etc. (Olagné et Zafari, MM 2000) Selon l'OCDE, les femmes sont nettement majoritaires dans ce type d'emplois. Et si une minorité de femmes accèdent à des emplois dans des secteurs de pointe mieux rémunérés, l'immense majorité des femmes continuent d'être femmes de ménage, couturières, marchandes de rue, travailleuses agricoles saisonnières, etc. Dans les pays riches, c'est le « modèle » du Sud, dérèglementé qui se reproduit de plus en plus au Nord !

- si les violences faites aux femmes existaient bien sûr avant la mondialisation et relèvent de la persistance du rapport de domination des hommes sur les femmes (Rojtman, MM 2000) les conditions économiques précaires aggravent la vulnérabilité des femmes à toutes les formes de violences. On assiste en particulier à une globalisation du trafic des femmes et de la prostitution dus à l'accroissement de la pauvreté, à l'augmentation du tourisme sexuel, à l'expansion de l'industrie mondiale du sexe, sans parler de la violence systémique en temps de guerre (viols, agressions sexuelles, etc.) Selon la rapporteure spéciale des Nations Unies sur la violence faite aux femmes *L'exploitation du corps féminin est une industrie internationale. (...) Bernées, forcées, séduites ou vendues, les femmes se retrouvent dans des situations analogues à l'esclavage, qu'elles soient prostituées, employées de maison, ouvrières en sweatshop ou simples épouses* (Coomaraswamy, 1997). C'est là un visage de la mondialisation particulièrement repoussant et dont vos politiques ne tiennent pas compte. Et le chemin de ce trafic est le même que celui du remboursement de la dette: du sud vers le nord et de l'Est à l'Ouest !

4. PRISE EN COMPTE DE L'ANALYSE DIFFERENCIÉE SELON LES SEXES ?

Vous mettez de l'avant que les discriminations faites aux femmes dans tous les secteurs de la vie constituent des obstacles majeurs au développement. Soit. Vous nous dites prendre en compte l'analyse différenciée selon les sexes dans vos politiques. C'est un fait: la Banque

mondiale a multiplié les projets ciblant les femmes dans la santé, l'éducation, la formation professionnelle, etc. (WB, 2000); elle a mis en place des mécanismes consultatifs (ex: le Groupe consultatif externe sur le genre) pour tenir compte du point de vue des femmes dans ses politiques, etc.

Et pourtant des études systématiques des programmes de la BM dans dix pays d'Amérique latine (WEWB, 2000) arrivent à des constatations troublantes quant à trois indicateurs spécifiques: l'adéquation entre le discours et la pratique, l'équité et la participation de la société civile dont celle des femmes en particulier:

- il existe un fossé important entre le discours de la Banque mondiale et sa pratique sur le terrain, fossé qui résulte de l'absence d'un cadre conceptuel adéquat concernant les questions de genre et d'un manque de ressources humaines et financières. Mais la non réalisation des engagements pris à Beijing relève aussi d'une attitude laxiste de la part de la BM face aux gouvernements qui ne veulent pas se conformer aux recommandations concernant le genre. Elle est plus directive quand on en vient aux conditions pour le secteur financier ou pour les processus de privatisation....!

- la BM s'efforce de promouvoir une équité socio-économique dans les services de santé et d'éducation mais l'équité de genre n'en fait pas partie. Bien plus les orientations de certains projets font en sorte que les femmes sont confinées à leur rôle traditionnel de mères. De telles politiques renforcent les rôles traditionnels et maintiennent les inégalités entre les femmes et les hommes. En éducation, les projets se contentent d'accorder une attention à l'accessibilité à l'école pour les filles sans se préoccuper des résultats: il n'est donc pas étonnant de retrouver les femmes dans les pires emplois, de constater qu'elles gagnent moins que les hommes pour un travail égal et qu'elles sont concentrées dans le secteur informel d'où la féminisation de la pauvreté.

- enfin malgré les tentatives de la BM pour mettre en place des processus participatifs, le niveau et la qualité de la participation demeurent très problématiques et très éloignés d'un véritable « empowerment » des femmes susceptible d'infléchir les politiques de la BM dans le sens de leurs besoins et intérêts.

De tels résultats nous rendent sceptiques face à un discours qui prétend tenir compte des intérêts des femmes.

La prise en compte de la perspective genre non couplée à des politiques permettant une véritable sortie de la pauvreté pour les femmes est un leurre. Le PNUD rappelle d'ailleurs que *l'indifférence aux sexospécificités qui caractérise la plupart des programmes de luttés contre la pauvreté reflète la faiblesse des liens théoriques et pratiques, entre la problématique hommes-femmes et la pauvreté du fait de problèmes dans l'un et l'autre domaines. Les programmes de lutte contre la pauvreté n'ont habituellement pas incorporé l'identité sexuelle*

comme une dimension importante et les programmes en faveur de l'égalité entre les sexes ne se sont guère intéressés à la pauvreté (PNUD, 2000:96)

Bien plus, l'analyse différenciée selon les sexes n'est prise en compte que dans les projets micro-économiques et non pas dans les politiques macro-économiques comme les programmes d'ajustement structurel. Pour vos institutions en effet, la macro-économie n'a pas de genre ! Et pourtant le mouvement des femmes a fortement critiqué cette vision réductrice et traditionnelle de l'économie. De nombreuses féministes ont depuis longtemps exigé que les politiques macro-économiques tiennent compte des femmes; elles ont exigé la prise en compte du travail non rémunéré des femmes comme l'une des constituantes majeures de la production de richesses et de bien-être; exigé également la prise en compte des liens économiques entre les secteurs rémunérés et non rémunérés; remis en cause la ségrégation verticale et horizontale entre hommes et femmes sur le marché du travail; questionné la répartition et les relations de pouvoir dans le système économique dominant (Bakker et Elson,1998; Ghosh, 1999; Madörin, 2000)

Enfin, nous le savons, la prise en compte de l'analyse différenciée selon les sexes peut très bien s'accommoder du maintien du système économique dominant, certaines femmes progressant dans l'égalité avec les hommes, alors que persistent les politiques capitalistes néolibérales. Les femmes de la Marche mondiale refusent de se laisser emprisonner dans cette logique et mettent de l'avant la nécessité de lutter simultanément contre le capitalisme et le patriarcat.

5 LA DETTE..... ILLEGITIME

5.1 Qui doit quoi et à qui ?

C'est bien la question que nous vous posons. Et la réponse pour nous est assez simple. Il faut renverser le regard et considérer que c'est le Nord qui doit au Sud des milliards de dollars volés tout au cours des 19e et 20e siècles.

- vol systématique et « légalisé » durant toute la période coloniale qui a mis à genoux des peuples entiers, brisé leur propre potentiel de développement, tué toute émergence d'autres modèles de croissance et littéralement assassiné des milliers de personnes (tortures, guerres, répression, etc.). Les colonisateurs de l'époque ont pillé les richesses naturelles des pays en voie de développement. Aujourd'hui les transnationales « occupent » les meilleures terres pour l'extraction des matières premières et la culture intensive d'exportation tout comme elles contrôlent le marché mondial des matières premières. Autre temps, autres meurs mais même politique...

- vol organisé à partir de la détérioration des termes de l'échange et des politiques d'ajustement structurel ayant comme effet de provoquer une surproduction des biens d'exportations par les pays du Sud et donc une baisse des prix, diminuant d'autant les revenus disponibles pour le paiement des « dettes ».

- vol entretenu par la politique de prêts qui asservit les peuples du tiers-monde -et récemment ceux de l'Europe de l'Est-, assure le transfert de leurs richesses vers les pays déjà riches et les maintient dans un cercle vicieux infernal: pays pauvres opprimés qui permettent à ceux du Nord de s'enrichir, lesquels étant de plus en plus riches monopolisent les capitaux et peuvent se permettre de « prêter » leur propre argent aux pays demandeurs...! C'est le monde à l'envers: le Sud qui finance le Nord ! Vous en êtes parfaitement conscients: en 1998, les 41 pays pauvres très endettés ont transféré vers les créanciers du Nord, 1,680 millions de dollars de plus que ce qu'ils ont reçu. (WB, 2000). Sans compter bien sûr tous les autres transferts de richesses du sud au nord: fuite des capitaux, transferts de profits, commissions/pots-de-vin pour l'obtention de contrats, argent placé dans les paradis fiscaux et/ou caché dans les banques suisses protégé par le secret bancaire

L'endettement est à la fois un processus, un système, un mécanisme fort efficace d'oppression, de contrôle, de subordination des peuples et des gouvernements des pays du tiers-monde et de l'Est aux intérêts des pays les plus riches de la planète, essentiellement le G7 (WB, 2000) et dont vos institutions sont complices. Ce système est une atteinte à la souveraineté des Etats. Ce système constitue la version moderne du colonialisme et de l'impérialisme.

Sa « légalité », sa « légitimité » sont d'ailleurs remises en question par un nombre croissant de citoyennes et de citoyens du Sud comme du Nord: la société civile fourmille d'initiatives en ce sens dont les campagnes Jubilé 2000 constituent un exemple de taille. Les tribunaux argentins viennent aussi de rendre un jugement qui fera tache d'huile déclarant « *contraires aux intérêts de la nation, les politiques économiques d'emprunts contractés pendant la dictature militaire de 76 à 82* (Correo, 2000) Qu'il y ait des gouvernants corrompus au Sud (comme au Nord, mal placé pour faire la morale), nul n'en doute, mais quand on prête à des bandits...on en devient les complices.

5.2. Rien n'est réglé...

On nous dit que le G7 à Cologne en juin 99 a réglé le problème de la dette des pays du tiers-monde.... On nous a répété à Okinawa, en juillet dernier, que cette fois-ci, ça y était ! C'est faux. Toutes les analyses arrivent aux mêmes conclusions dont entre autres (Jubele 2000, CADTM, 50 Years is Enough, ATTAC)

- les montants annoncés n'ont pas été livrés:

- les créanciers conditionnent toujours l'annulation de la dette aux politiques *du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté* qui sont en fait des programmes d'ajustement structurel rebaptisés et qui imposent de nouvelles obligations:

- les « améliorations » sont microscopiques ! Augmenter de 2% les investissements en santé et en éducation après les avoir réduits pendant 20 ans ou n'avoir pas investi du tout revient à presque rien...A ce rythme, il faudra attendre l'an 2010 pour retrouver le niveau de dépenses de 1985 !

-Les erreurs passées du FMI et de la BM (dont les chartes interdisent de renoncer à une créance) seront renflouées par le trésor public des pays industrialisés Vos institutions se feront ainsi rembourser et en plus, contribueront à augmenter la spéculation car l'argent sera placé dans un Fonds fiduciaire sur les marchés financiers. *une situation inextricable.*

- cette initiative concerne seulement le montant de la dette bilatérale d'avant le 1er rééchelonnement de paiement alors que le gros de la dette s'est accumulé après...!

- c'est une initiative arbitraire qui exclut les pays endettés très pauvres. Et 80% des plus pauvres de la planète vivent dans des pays qui ne sont pas des « pays pauvres très endettés ».

- encore plus grave, les pays industrialisés puiseront dans l'aide publique au développement les sommes nécessaires pour rembourser les créanciers, réduisant d'autant le montant déjà maigrichon qu'ils affectent à cette assistance économique

- enfin, le mécanisme utilisé lie la remise de dette à l'achat de matériel au Nord. C'est le cas du Japon entre autre

Rien n'est réglé, loin de là. Les responsables de Jubilé 2000 se prononcent: le règlement n'est pas assez rapide (seulement cinq pays qualifiés), pas assez profond (dettes réduites de seulement 40%), pas assez large (des pays clés encore exclus) ni juste ni transparent (il faut passer à un nouveau processus). *La Coalition Jubilé 2000 met en garde les dirigeants du monde contre un « scandale qui se profile » si des mesures ne sont pas prises immédiatement (Jubilee, 2000)*

5.3. Une condition pour s'attaquer résolument au problème de la pauvreté

Les pays endettés ont déjà remis leurs dettes plusieurs fois et leur niveau d'endettement n'a fait que croître. En 1996, *L'Afrique sub-saharienne (600 millions de personnes, 10% de la population mondiale, 1% des investissements dans le monde) a payé 14,5 milliards de \$ US en service de la dette, soit \$18,000 US par minute ! Cela représente quasiment le même montant que celui qu'elle a reçu en aide publique au développement la même année soit 14 milliards de \$ US.* (Toussaint, 1998). A ce niveau et à ce rythme d'endettement, les plus beaux programmes de la BM n'arriveront jamais à colmater les brèches...

Refuser d'annuler la dette ou le faire à des doses infimes revient à maintenir une partie de l'humanité sous le joug des « nouveaux colonisateurs » que constituent les créanciers internationaux, le FMI, la BM, le Club de Paris et le Club de Londres.

L'élimination de la dette ne provoquera pas magiquement l'élimination de la pauvreté: mais elle en constitue une condition obligée.

6. IMPACT DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL SUR LES FEMMES

Les programmes d'ajustement structurel suivent toujours la même logique: stabilisation économique à court terme (dévaluation, contrôle de la masse monétaire, désindexation des salaires, austérité budgétaire, libéralisation des prix, etc.) et réforme structurelle (libéralisation du commerce, privatisation des entreprises d'Etat, des terres, réforme fiscale, libéralisation des mouvements de capitaux, du système bancaire, recyclage de l'argent sale vers le service de la dette, etc.) (Chossudovsky, 1997). Les témoignages, les expériences et la littérature fourmillent de faits et d'analyses quant à l'impact sur les femmes des PAS (UNIFEM, Alternatives Sud, etc.). Et ces politiques ont presque toutes les mêmes conséquences sur les femmes quels que soient le pays, la culture, le niveau de développement, etc.

Déjà dans les années 80, vos institutions connaissaient l'impact des PAS sur les femmes. *Les femmes ont été au centre de la crise économique des années 80 et ont supporté le gros des efforts d'ajustement (...) Les programmes d'ajustement structurel sont en apparence indépendants des considérations de sexe, mais ils ont été plus exigeants à l'égard des femmes qu'à l'égard des hommes, tant dans le secteur formel que dans le secteur non structuré de l'économie. Ils ont réduit les services essentiels pour la protection de la famille et, dans de nombreux cas, enrayé les gains économiques enregistrés par les femmes au cours des trois décennies précédentes* (ONU, 1995)

Vingt ans plus tard, la même politique produit les mêmes résultats et d'autres femmes en **subissent** les mêmes conséquences. Ainsi nous pouvons partir d'un exemple (El-Nakkash, 2000) pour l'étendre à d'autres, similaires (Kanji et Jazdowska, 1999)

6.1. Féminisation de la pauvreté, de la maladie, précarisation de l'emploi: l'exemple de l'Egypte

Après la signature, par le gouvernement égyptien, d'un accord avec le FMI et la BM en 1991, accord engageant le gouvernement égyptien à mettre en place les programmes d'ajustement structurel, voici comment les femmes égyptiennes en décrivent les conséquences:

Féminisation de la pauvreté

- augmentation du nombre d'enfants en-dessous de l'âge légal qui travaillent dans des conditions dangereuses pour leur santé et leur sécurité sans compter les revenus irréguliers;
- augmentation du nombre d'enfants vivant dans les rues des grandes villes;
- augmentation du nombre d'enfants -massivement des filles- retirés de l'école;
- augmentation du nombre de jeunes filles et même de fillettes qui travaillent dans les maisons privées ou dans des « ateliers » sans protection légale;

- augmentation du nombre de femmes travaillant dans le secteur informel sans aucune protection légale concernant les heures de travail, l'assurance, les soins de santé ou tout autre droit du travail. Cette entrée massive des femmes dans le secteur informel a aussi pour conséquence d'en extraire les hommes, les femmes et les enfants travaillant à des revenus moindres, et de les condamner au chômage. On sait depuis longtemps que cet état de fait lié au patriarcat fait que les hommes quittent la famille: les femmes restent seules à en assumer la responsabilité.

Féminisation de la maladie

Le gouvernement égyptien est passé d'investissements en santé de l'ordre de 5.1% de toutes ses dépenses en 1966-67 à 1.4% en 1994-95 avec des conséquences dramatiques pour les femmes:

- dans une enquête, 57.% des femmes ont déclaré souffrir de dépression contre 24% pour les hommes;

- augmentation de la mortalité des femmes plus elles avancent en âge et qui s'explique par un accès réduit aux services de santé et à la prévention des maladies. Ainsi dans un village, 5% des femmes seulement ne souffraient pas de maladies transmises sexuellement.:

- le fait que les services de santé soient privatisés suppose des revenus pour y avoir accès. Or, la position des femmes sur le marché de l'emploi est nettement plus précaire que celle des hommes d'où l'impossibilité où elles sont souvent de payer les frais médicaux;

Position précaire sur le marché de l'emploi

Le gouvernement met de l'avant des positions visant essentiellement à favoriser le monde des affaires et à défavoriser celui des travailleuses et travailleurs entre autres par des politiques de dérèglementation et de réduction des charges sociales des entreprises; également par une diminution du nombre de fonctionnaires d'Etat. Les femmes sont les premières à en payer le prix:

- chômage accru. Selon le Bureau fédéral des statistiques égyptien *Il y a de moins en moins d'emplois pour les hommes et encore moins pour les femmes. Comme d'habitude en période de chômage accru, la réponse la plus simple paraît être de renvoyer les femmes à leur foyer* En 1992, le taux de chômage s'élevait déjà à 17%. *Quatre chômeurs enregistrés sur sept étaient des femmes* (Rady, 1997)

- conditions d'accès au travail rendues de plus en plus difficiles: absence de congés de maternité dont les dispositions deviennent de plus en plus restrictives et de crèches;

- passage d'emplois dans le secteur public où les conditions de protection des droits, d'assurance-santé, de conditions de travail sécuritaires sont généralement accordées, au secteur informel qui demeure pour les femmes un secteur sans voix ni droit.;

- aucun droit à la syndicalisation ce qui affaiblit la capacité de négociation;

- maintien de préjugés comme l'interdiction du travail de nuit ...alors qu'on l'autorise dans des secteurs comme celui de la santé et accent mis sur la jeunesse et l'apparence des femmes. Une enquête a révélé que dans un grand quotidien 28.5% des offres d'emploi concernait des «secrétaires séduisantes», 10% des vendeuses...et 0.5% des avocates...!

6.2. Restriction de l'accès à la terre et aux cultures locales: l'exemple de l'Ouganda et de l'Inde

Ici aussi nous pourrions apporter de multiples exemples:

- en Ouganda, la BM comme partout ailleurs fait la promotion des cultures d'exportation. *Mais (...) cela chasse des meilleurs sols, les céréales et les légumes qui assuraient l'auto-alimentation. Le marché occupe la terre la plus féconde, la production vivrière doit se retirer sur les terrains marginaux. Les femmes sont contraintes d'aller cultiver la brousse ou les coteaux à pic, de surexploiter les sols, préparant ainsi l'érosion future. Les conséquences écologiques sont dévastatrices, les bénéfiques réduits. La culture vivrière ne cesse de diminuer* (Wichterich, 1999: 113)

- en Inde, les pressions sont énormes (entre autre par la BM qui subventionne ces nouvelles productions) pour l'aquaculture et les crevettes, dans le cadre de la « révolution bleue » etc . *Mais la présence de l'eau salée et des produits chimiques a fait baisser de 30% le rendement du riz sur les champs voisins, les récoltes de noix de coco et de mangues ont diminué de moitié, celles de légumes sont encore plus mauvaises et les poules et les canards dépérissent* (Shiva, 1994; Wichterich, 1999: 113)

6.3. Autres exemples: Pérou, Zimbabwe, Zambie...

Au Pérou, le « choc de Fuji » a produit exactement les mêmes conséquences à partir de 1990 et de façon brutale pour les femmes (Wichterich, 1999: 166-167; Mujer y Ajuste)

- *augmentation par trois du prix des vivres et du pétrole en une seule nuit;*
- *en 91, 83% de la population ne consommait pas assez de protéines et le taux de sous-alimentation des enfants dépassait les 38%;*
- *à la campagne, un enfant sur quatre et à Lima un sur six mourait avant d'avoir atteint sa cinquième année;*
- *la proportion des pauvres était passée de 40% à 60%;*

- diminution de l'accès à la santé car obligation de payer des soins jusqu'alors gratuits. Fin des programmes de vaccinations. Avec comme conséquence qu'au cours de l'épidémie de choléra de 92, 2000 personnes ont payé cette thérapie de choc de leur vie, et 100,000 de pathologies extrêmement graves. La tuberculose a elle aussi pris des dimensions endémiques, la malaria et la dengue se sont propagées de manière alarmante

- transfert vers le secteur non réglementé: à côté des 10% de sans emploi, 77% de la population active travaillait en 1993 dans le secteur déréglementé. Ce que les femmes y gagnent se situe le plus souvent en-dessous du minimum vital. L'OIT calcule que 84% des « nouveaux emplois » qui ont été créés entre 1990 et 1995 en Amérique latine et dans les Caraïbes étaient des activités non réglementées -et il convient sans doute d'ajouter: des activités qui ne permettent pas de vivre

Zimbabwe : Ce pays avait connu des améliorations substantielles grâce à la mise en place de systèmes publics d'éducation et de santé. Mais après l'instauration d'un système de paiement d'honoraires, dans le cadre de l'ajustement structurel, on a fait entre 1991 et 1993, 40% de radios en moins, entre 20% à 30% des lits d'hôpital sont vides, la mortalité maternelle a augmenté en flèche, les contrôles de tuberculose ont cessé du jour au lendemain, l'espérance de vie moyenne a chuté, 26% des enfants d'âge scolaire ne fréquentent pas l'école, les médecins et les enseignants émigrent en masse dans les pays voisins où les salaires sont plus élevés. (Wichterich, 1999: 184)

En **Zambie** où 20% de la population est séropositive, le gouvernement consacre \$17US par personne aux services de santé ...et \$30US au service de la dette en application des politiques d'ajustement structurel de vos institutions (50 years is Enough)

Ce ne sont pas seulement les femmes de la Marche mondiale qui constatent l'impact négatif des programmes d'ajustement structurel mais les propres organisations de l'ONU. Ainsi, dès 1983, l'UNICEF constatait que les femmes et les enfants, notamment, payaient un prix social gigantesque pour les programmes **d'ajustement** structurel L'OMS constate également que les investissements dans la santé des femmes reculent dans des proportions dramatiques, à une époque de prospérité croissante. La hausse mondiale de la mortalité maternelle est l'un des indices de ce phénomène (...) Beaucoup de ces décès seraient faciles à éviter. Ce qui rend les femmes malades, c'est la pauvreté et l'impossibilité de s'en sortir., selon la directrice de l'OMS (...) La Russie, la Chine, l'Inde et Cuba ont aujourd'hui des taux de mortalité maternelle supérieurs à ce qu'ils étaient en 1990. Dans 51 autres Etats, on n'a relevé aucune espèce d'amélioration. Selon le Women's Global network for Reproductive Rights, la santé n'est plus considérée comme un droit humain fondamental mais comme une marchandise qu'il faut acheter sur le marché. (Wichterich, 1999: 184)

Ajoutons aussi l'augmentation de la violence faite aux femmes dans un contexte de pressions financières très fortes sur les familles et les dommages causée à la santé mentale des femmes obligées d'assumer de multiples rôles pour assurer la survie de leurs proches (McGowan, 2000)

La preuve est faite depuis longtemps que les programmes d'ajustement structurel détruisent les sociétés tout aussi efficacement que les bombardements. *En effet, quand une mission du FMI exige d'un pays la destruction des ses institutions et infrastructures sociales et économiques comme condition à l'obtention d'un prêt, cela ressemble beaucoup à la destruction causée par les bombardements de l'OTAN (Chossudovsky, 2000)*

Ne serait-il pas temps de mettre un terme définitif à ces politiques....?

7. CE QUE NOUS VOULONS ...

Ce que vos politiques induisent c'est, à tout le moins un doute et une perte de crédibilité des populations envers vos institutions. Mais ce qu'on voit poindre c'est une lutte farouche de secteurs de plus en plus nombreux qui soit exigent des réformes majeures et immédiates ou soit veulent faire « table rase » de ces vieilles institutions et appellent à un nouveau Bretton Woods.

La Marche mondiale s'inscrit dans ces courants critiques et affirme que, pour vos institutions, il y a *2000 bonnes raisons de changer de cap !* Assez de paroles: nous exigeons des résultats concrets et immédiats !

7.1. Un changement de cap

Entendons-nous bien: nous ne sommes pas contre la mondialisation, bien au contraire: nous voulons une mondialisation axée sur le partage équitable de la richesse, sur l'égalité entre les femmes et les hommes, sur la solidarité entre pays, sur le respect de l'environnement.

Des milliers de femmes, à travers la Marche mondiale, exigent non plus des *ajustements structurels* mais des *transformations structurelles*, sans pour autant posséder un plan de rechange tout décidé à l'avance, une sorte de « kit » déjà tout construit.

Un projet de société nouvelle (aux plans local, régional, national et international), pourra émerger à partir des expériences de lutte des femmes et des mouvements citoyens, à partir des acquis de la communauté internationale, en particulier des chartes, conventions, protocoles sur le respect des droits humains fondamentaux, à partir des exigences de démocratisation de toutes les institutions existantes, à partir de propositions novatrices et d'alternatives qui ont déjà fait leur preuve en matière de lutte à la pauvreté et d'élimination des violences faites aux femmes (David et Belleau, 2000) La Marche mondiale des femmes apporte ici sa contribution à la construction d'une nouvelle architecture mondiale.

La pauvreté et les violences faites aux femmes et aux enfants ne sont pas des phénomènes « naturels »: ce sont des phénomènes construits politiquement, économiquement, culturellement et socialement. Il nous appartient donc de les éliminer en travaillant simultanément sur les fronts politique, économique, culturel et social.

Vos institutions peuvent jouer ici un rôle important:

- Encore faut-il qu'elles rompent avec une pratique basée exclusivement sur le capitalisme néolibéral,

- Encore faut-il qu'elles rompent avec une complaisance inacceptable envers le patriarcat,

- Encore faut-il que la redistribution équitable de la richesse fasse partie intégrante des orientations de vos institutions. Car, vous le savez, le problème du monde n'en est pas un de pauvreté - l'humanité n'a jamais été aussi riche- mais de distribution et d'appropriation collective de ces richesses qui, produites par toutes et tous, doivent appartenir à toutes et tous et non pas à une petite minorité. Que les pays développés refusent encore de consacrer 0,7% de leur PNB à l'aide publique au développement demeure inacceptable ! Qu'il y ait encore tant de résistance, au sein de la communauté internationale, à imposer une « minuscule » taxation des transaction financières (Taxe Tobin) demeure inconcevable ! Que la criminalité financière – via les paradis fiscaux et le secret bancaire entre autres- puisse continuer d'exister en toute impunité est un scandale !

-

- Encore faut-il poser la question fondamentale des institutions financières au niveau internationale, de leur réforme ou de leur substitution par de nouvelles institutions; de leurs liens avec l'ONU, etc. La Marche mondiale ne s'est pas prononcée sur toutes les propositions qui surgissent présentement par exemple, celle d'une Banque centrale mondiale, etc. Mais elle entend contribuer au débat en mettant sur la place publique la proposition d'un *Conseil pour la sécurité économique et financière* placé sous l'autorité de l'ONU et chargé de redéfinir les règles d'un nouveau système financier mondial juste, participatif et solidaire.

Il faut donc de toute urgence explorer des voies « autres » que celles déjà fréquentées et qui maintiennent les inégalités et les violences faites aux femmes. Vous l'avez affirmé vous mêmes dernièrement à Prague *Quelque chose ne tourne pas rond sur la terre quand 20% des gens les plus riches détiennent 80% de la richesse mondiale* (Wolfensohn, Le Devoir, 29 sept. 2000)

Nous nous engageons à faire en sorte que notre mobilisation constante oblige vos institutions à vraiment *changer de cap*.

7.2. Nos revendications immédiates

En alliance avec de nombreux mouvements citoyens à travers le monde, la Marche mondiale des femmes, exige de la part de vos institutions:

Transparence et imputabilité

- une transparence et une imputabilité de vos institutions envers la société civile de même qu'une participation véritable des femmes dans la conception et la réalisation des politiques mises en oeuvre, dans les processus de négociation Etat-BM-FMI, dans les évaluations des politiques;¹

Intégration et application de l'analyse différenciée selon les sexes dans les politiques et programmes

- l'intégration et l'application de l'analyse différenciée selon les sexes tant dans les politiques macroéconomiques du FMI et de la Banque mondiale que dans les programmes et projets microéconomiques

Augmentation des ressources financières pour les femmes

- une augmentation substantielle des ressources financières pour les femmes dans les secteurs traditionnellement « féminins » (santé, éducation, nutrition) mais aussi dans les secteurs non traditionnels (accès à la propriété, au crédit, à la formation, etc.)² Il s'agit ici de vrais moyens financiers pour permettre aux femmes de sortir de la pauvreté sinon la perspective « genre » demeure un simple discours.

L'annulation de la dette de tous les pays du Tiers-monde en tenant compte des principes de responsabilité, de transparence de l'information et d'imputabilité

- à court terme l'annulation immédiate de la dette des 53 pays les plus pauvres de la planète en appui aux objectifs de la campagne Jubilé 2000:

- à plus long terme, l'annulation de la dette de tous les pays du tiers-monde et la mise en place d'un mécanisme de surveillance de la radiation de la dette qui veillera à ce que l'argent dégagé serve à l'élimination de la pauvreté et au bien-être de la population la plus affectée par les PAS, dont les femmes et les fillettes enfants constituent la majorité.³ La participation vigilante de la société civile à ce mécanisme est une condition sine qua non

Nous exigeons que vos institutions posent immédiatement ce geste concret. Ce serait le seul véritable signal qui pourrait redonner espoir aux peuples appauvris et aux femmes en particulier. Ce serait la preuve tangible que vos institutions ont vraiment décidé de passer des paroles aux actes.

¹ Plusieurs propositions circulent pour augmenter la transparence et l'imputabilité des institutions financières internationales. Par exemple: que les négociations concernant toute politique (de prêt, d'assistance, etc.) entre un pays et le FMI ou la BM soient rendues publiques et soumises à la décision démocratique des parlements nationaux

² Parmi les suggestions: assigner des ressources financières pour l'élaboration, par et avec les femmes, de nouvelles conceptions en économie et de nouvelles politiques économiques construites à partir du point de vue et des expériences des femmes

³ Parmi les suggestions d'utilisation de l'argent, mentionnons celle d'assigner 20% des ressources à des programmes qui abordent la problématique de genre

La fin des programmes d'ajustement structurel ou de leurs clones

Tout a été dit sur les effets pervers de ces programmes. Il faut d'emblée les éliminer et ouvrir l'espace à des modèles de développement endogène, contrôlés par les populations et en rupture avec l'orthodoxie néolibérale.

EN CONCLUSION

Cette lettre est une déclaration d'opposition et de résistance pacifique à vos politiques. Nous serons partout pour dénoncer, exiger, évaluer, proposer. Car nous marchons:

- pour que le prochain millénaire inscrive à jamais l'exercice des droits fondamentaux des femmes comme indissociable des droits humains universels, pour que l'ensemble des droits de la personne soient interdépendants, pour que l'égalité, la justice, la paix et la solidarité soient les valeurs dominantes;

- pour manifester que la participation active des femmes à la vie politique, économique, sociale et culturelle est le point de départ d'une libération pour elles-mêmes et pour leurs peuples trop souvent exclus des prises de décision qui les concernent;

- pour enfanter un monde basé sur le partage de la richesse collective, matérielle et spirituelle de l'humanité et pour faire en sorte que chacune et chacun ait à la fois de quoi vivre et des raisons de vivre (Pas à Pas...2000)

BIBLIOGRAPHIE

ATTAC Association pour une Taxation des Transactions financières pour l'aide aux Citoyens
Site: www.attac.org

BAKKER, I., ELSON, D. (1998) « Engendering Budgets » dans *Alternative Federal Budget 1998*, Ottawa. Canadian Center for Policy Alternatives

BANQUE MONDIALE *Qu'est-ce que la Banque mondiale ?* Site www.worldbank.org

BANQUE MONDIALE Rapports de recherche sur la pauvreté: *Can Anyone Hear Us ?, Voices of the Poor Crying Out for Change, >From many lands*

BREAD FOR THE WORLD (BFW) (2000) Document sur *The Poverty Reduction Strategy Papers* et *The Poverty Reduction and Growth Facility*

CADTM (1999) *Femmes, enfants, Face à la violence: résistances du Nord au Sud*. Sous la direction de Denise Comanne, Estela Retamoso et Eric Toussaint

CADTM « Les autres voix de la planète », no 12, premier trimestre 2000

CHOSSUDOVSKEY, Michel. (1998) *La mondialisation de la pauvreté*, Ecosociété, Montréal.

CHOSSUDOVSKEY, Michel. (2000) IMF and WB *Just Two of Several Instruments of National Destruction*. Interview and Editing by Jared Israel, 16-04-2000

COOMARASWAMY, Radhika (1997) Rapporteur spéciale des Nations Unies sur *La violence faite aux femmes, ses causes et conséquences*.

CORREO INFORMATIVO, no 46. Dialogo 2000 Argentina

DAVID, M., BELLEAU, J.(2000) *Pas à pas pour changer le monde*, Marche mondiale des femmes 2000, Montréal

DESPOUY, L. (1996) *Rapport final sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté*, Commission des droits de l'Homme, ONU

DURRER, M. (1995) « De Mexico à Beijing: le long chemin des femmes ». *Foi et développement*, No 233

EL NAKKASH, Farida, Présidente du Forum des ONG égyptiennes *Femmes et développement* paru dans le journal de *l'Association des femmes de la région méditerranéenne*, no 9, Mai 2000

ELSON, D. (1999) « Why Gender Sensitive Budgets ? Dans Isabella Bakker ed. *Pro-Poor, Gender and Environment Sensitive Budgets*. New-York : UNDP/SEPED

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL *Qu'est-ce que le FMI ?* David D. Driscoll. Site www.imf.org

GEORGE, S. (1989) *Jusqu'au cou: enquête sur la dette du tiers monde*, La Découverte, Paris

GEORGE, S., et SABELLI, F. (1994) *Crédits sans frontières: la religion séculaire de la Banque mondiale*, La Découverte/Essais, Paris

GEORGE, S. (2000) *Le rapport Lugano*, Fayard, Paris

GHOSH, J. (1999) « Genre et macro-économie » dans *Alternatives Sud: rapports de genre et mondialisation des marchés*. CETRI, Louvain-La-Neuve et l'Harmattan, Paris, Vol V, no 4

HIRATA, H., LE DOARE, H. (1998) *Les paradoxes de la mondialisation*, Cahiers du Gedisst, no 21. L'Harmattan, Paris.

HOLLAND, S (1993) *Towards a New Bretton Woods: Alternatives for the Global Economy*, cité dans George et Sabelli p 107.

JOANNY, S. (2000) « Tiers monde et institutions internationales: les femmes, cet enjeu économique », *Revue Rouge*, Mai 2000, Paris.

JOEKES, S. (1995) *Trade-related Employment for Women in Industry and Services in Developing Countries*. UNRISD, Genève

JUBILEE 2000 Coalition *Un scandale se profile: l'annulation de la dette et la fausse promesse de Cologne*. 19 mai 2000

KANJI, N. et JAZDOWSKA, N. (1999) «L'ajustement structurel et les femmes au Zimbabwe» dans *Alternatives Sud: rapports de genre et mondialisation des marchés*. CETRI, Louvain-La-Neuve et l'Harmattan, Paris, Vol V, no 4

LE DEVOIR, 22-23 juillet 2000, *Sommet d'Okinawa: le G7, shérif du système financier*

McGOWAN, L *Bailouts for bankers, Burdens for Women*, 50 Years is Enough. Site: 50years.org

MARCHE MONDIALE DES FEMMES EN L'AN 2000, Cahier des revendications, Juillet, 1999
Site : www.ffq.qc.ca/marche2000

MARCHE MONDIALE DES FEMMES et CORDINATION GENEVOISE pour la Marche mondiale. Atelier Femmes et mondialisation organisé dans le cadre du Sommet Alternatif , Genève, Juin 2000.

MADÖRIN, M. *A propos du travail non rémunéré des femmes*

OLAGNE, E., ZAFARI, S. *Mondialisation et Travail des femmes*

KIRAN, M *Impact de la mondialisation sur les femmes en Inde*

MARTINEZ, M. *Impact de la mondialisation sur les femmes au Mexique*

GUILLEN, R. *Impact de la mondialisation sur les femmes au Pérou*

ROJTMAN, S. *Mondialisation et violences faites aux femmes*

ONU, OCDE, BM, FMI (2000) *Un monde meilleur pour tous: poursuite des objectifs internationaux de développement*. Document déposé lors du Sommet de Copenhague+5, Genève, 25-30 juin 2000

ONU (1995) La promotion de la femme: notes pour l'orateur. *Engendering Adjustment for the 1990's: Report of a Commonwealth Expert Group on Women and Structural Adjustment*, Londres, 1989 p 18

PNUD (2000) *Vaincre la pauvreté humaine*. Rapport du PNUD sur la pauvreté 2000

RADY, Faiza, « An Egyptian Feminine Mystique » in *Al-Ahram*, 20-26 février 1997

RANGEL DE PAIVA ABREU, A. (1999) « Mondialisation, genre et travail » dans *Alternatives Sud: rapports de genre et mondialisation des marchés*. CETRI, Louvain-La-Neuve et l'Harmattan, Paris, Vol V, no 4

SHIVA, V. (1994) *La nature sous silence ou le processus d'un pillage: diversité biologique en péril*. CETIM no 20/21

STIGLITZ, J. Entrevue parue dans le journal américain *The New Republican*, Avril 2000

TOUSSAINT, Eric (1999) *La bourse ou la vie: la finance contre les peuples*, Edition Luc Piré, Bruxelles.

TOUSSAINT, Eric. *Dette du Tiers-Monde à Okinawa: bas les masques !* Site: www.users.skynet.be/cadtm

UNIFEM (2000) *Progress of the World's Women 2000*. Biennial Report.

UNITED NATIONS (1995), *1994 World Survey on the Role of Women in Development. Women in a Changing Global Economy*.

WICHTERICH, Christa (1999), *La femme mondialisée*, Solin, Actes Sud (traduction française)

WEDO News & Views :

- Understanding the Impact of the Global Economy on Women & the Environment 1995
- WTO Trades off Women's Rights for Bigger Profits November 1999
- A Gender Agenda for the World Trade Organization, November 1999
- Challenging Power and We Will not Be Turned Back, August 2000

WOLFENSOHN, James, entrevue accordée au Monde et cité dans Serge Truffaut (1999) *La démocratie violée*, Le Devoir, 5 février.

WOMEN'S EYES ON THE WORLD BANK (WEWB) Latin America (June 2000) *The World Bank at Beijing+5: Equity, Participation, Consistency ?* Sous la direction de Laura Frade.

WOMEN SPEAK: *United Voices Against Globalization, Poverty and Violence in India* (2000). Publié par All India Democratic Women's Association, All India Women's Conference, Center for Women's Development Studies, Joint Women's Programm, National Federation of Indian Women, YMCA of India.

WORLD BANK (2000) *New Paths to Social Development. Community and Global Networks in Action*, Juin 2000.

WORLD BANK (2000) *Advancing Gender Equity: World Bank Action since Beijing*, February 2000.

WORLD BANK (2000) « Global Development Finance », *Net flows and transferts on debt*. Avril 2000

50 YEARS IS ENOUGH *US Network for Global Economic Justice* Site: www.50years.org